

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 MARS 2017
En mairie

- 01 - Informations
- 02 - Décisions
- 03 - Approbation du Procès-verbal de la séance du mardi 30 janvier 2017
- 04 - Projets de délibérations

n°	DELIBERATION
1	Budget 2017 de la commune - Décision Modificative n°01
2	Groupement de commandes associant les communes de d'Ablis, Boinville le Gaillard, Bonnelles, Bullion, Clairefontaine en Yvelines, La Celle les Bordes, Longvilliers, Orsonville, Ponthévrard, Prunay en Yvelines, Saint-Martin de Bréthencourt, Sainte-Mesme, Sonchamp et de Saint-Arnoult-en-Yvelines relatif aux prestations de balayage mécanique de la voirie et des cours d'écoles – Approbation de la convention de coordination.
3	Convention d'intervention foncière à conclure entre l'Établissement Public Foncier d'Ile-de-France et la commune de Saint-Arnoult-en-Yvelines.
4	Urbanisme - Approbation d'une Convention relative à l'instruction des demandes d'autorisation en matière d'urbanisme par la Communauté d'Agglomération Rambouillet Territoires.
5	Plan de formation 2017 et bilan plan de formation 2016
6	Création de 2 postes d'adjoint d'animation (Aide aux devoirs)
7	Création de 2 postes d'adjoint technique polyvalent (accroissement temporaire d'activité)
8	Désignation d'un représentant de la Commune à la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLETC) de la Communauté d'Agglomération Rambouillet Territoires
9	Bâtiments - Désignation du représentant de la commune à la Commission Intercommunale d'Accessibilité de Rambouillet Territoires.

- 05 - Questions diverses

En Mairie, le 1 mars 2017



Le Maire
Jean-Claude HUSSON

Hôtel de Ville

Place du Jeu de Paume . 78730 St Arnoult-en-Yvelines . Téléphone 01 30 88 25 25 . Télécopie 01 30 59 31 04

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.